

ALPES CONTRÔLES

Construction & Exploitation

Agence d'Annecy

3 Bis, Impasse des Prairies

PAE Les Glaisins - ANNECY-LE-VIEUX

74940 ANNECY

Tel 04 50 64 26 50

ctc.annecy@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 2.10

Mission(s)	
ATHAND, CONSUEL, HAND, L (*), LE, SEI (*), VIEL (*)	
Nos références	Date
740C2594 (740-C-2023-0027)	11/02/2026

VETRAZ-MONTHOUX - EPSM - REHABILITATION DU BATIMENT

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°3



Envoi	EPISM DE LA VALLEE DE L'ARVE - JOSSERMOZ Marc	Maître d'ouvrage	JOSSERMOZ-M@ch-epsm74.fr
Copie	SERL IMMO - SOURA Nabilah	Assistant à Maître d'Ouvrage	n.soura@groupe-serl.fr

Le chargé d'affaire,
Joël LIMA

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°1 du 01/12/2025
Motif : Prise en compte des levées de réserves



ACCREDITATION
N° 3-019
Liste des sites et portées
disponibles sur
www.cofrac.fr

Seules certaines prestations d'inspection rapportées dans ce document
sont couvertes par l'accréditation.
Elles sont identifiées par le symbole *.

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	3
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	4
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	4
IV.4 - Calendrier des travaux.....	4
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	5
VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	7
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	9
VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*).....	10
VIII.2 - Solidité des existants.....	15
VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant.....	17
VIII.4 - Classement et référentiel.....	21
VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*).....	23
VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*).....	27

I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°1 du 01/12/2025

Motif : Prise en compte des levées de réserves

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°740-C-2023-0027 et qui sont détaillées ci après :

- ATHAND - Mission "attestation relative au respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées"
- CONSUEL - Mission relative à la vérification des installations Electriques en vue de l'obtention du visa consuel
- HAND - Mission relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- L - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (*)
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (*)
- VIEL - Mission relative à la vérification initiale des installations électriques (*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Joël LIMA

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

IV.1 - Désignation des intervenants

Maître d'ouvrage

EPSM DE LA VALLEE DE L'ARVE
530 rue de la Patience
74800 LA ROCHE SUR FORON

Assistant à Maître d'Ouvrage

SERL IMMO
4 BOULEVARD EUGENE DERUELLE
69003 LYON

Architecte

MILK ARCHITECTES
4 rue Emile Combe
38400 SAINT MARTIN D'HERES

BET Structure
SORAETEC
2 rue de la Viscose
Le Rayon Vert
38130 ECHIROLLES

Economiste
Patrice LE GUILCHER
184 rue de la Fontaine
74210 Faverges - Seythenex

BET Electricité
CONCEPT-ELEC
22 bis rue de la Chartreuse
38120 SAINT EGREVE

BET Fluides
JPG CONSEIL
14 RUE DES HERBUES
52000 VERBIESLES

BET VRD
AKENES

BET Géotechnique
AMO GEO
27 rue de Messy
74300 CLUSES

BET Acoustique
REZ'ON
214 route de la Gare
SAINT-MARTIN-BELLEVUE
74370 FILLIERE

IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Il s'agit de la réhabilitation du bâtiment.

Adresse de l'opération :
Rue des Carrés
74100 VETRAZ-MONTHOUX

IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

1 200 000 Euros HT

IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : 2026
Durée prévisionnelle des travaux : 18 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

V - DOCUMENTS EXAMINES

- Etude de sol - Date : 06/11/2025

Rapport G2 PRO

- Plans architectes - Réception : 26/11/2025

Masse
Démolitions
RDC
Etagé
Façades
Coupes
Détails des parois
Sas d'entrée
Pataugeoire

- Descriptifs - Réception : 26/11/2025

CCTP des lots 3 à 14 et 30

- Pré-étude structure - Réception : 26/11/2025

Fondations
Plancher haut RDJ
Plancher haut RDC

- Plans électricité - Réception : 26/11/2025

Masse
RDJ
RDC
Mezzanine

- Plans fluides - Réception : 26/11/2025

Sous dallage
RDJ
RDC
Mezzanine

- Plan VRD - Réception : 26/11/2025

plan d'aménagement

- Etude acoustique - Réception : 26/11/2025

Rapport
plan RDC
plan étage

Levée des réserves du RICT n°1

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

BET Electricité - CONCEPT-ELEC

- * L'examen relatif aux installations électriques fera l'objet d'un rapport spécifique.

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

VOIRIES ET RESEAUX DIVERS

- Justification de la conformité des matériaux et fournitures aux exigences du fascicule 70 et du fascicule 71
- Caractéristiques des matériaux - courbe granulométrique
- Plan des réseaux
- Plan des terrassements généraux
- Coupe sur tranchées communes

OUVRAGES DE SOUTÈNEMENT

- Murs béton armé: plans coffrage et ferrailage, principes de drainage
- Mur poids, enrochements, gabions : plans et notes de calcul, principe de drainage

FONDACTIONS

- Fondations superficielles ou semi-profondes - plans d'étude béton armé

OUVRAGES DE STRUCTURES (HORS CHARPENTE)

- Plans d'étude béton armé
- Ossature bois - plans d'exécution - note de calcul- certificat de traitement - attestation de conformité CE

OUVRAGES D'ETANCHEITE

- Détails d'exécution
- Avis technique
- Cahier des charges

FAÇADES ET PIGNONS

- Façades bois - détail d'exécution de bardage

CHARPENTE - COUVERTURE - ZINGUERIE

- Charpente - plan d'exécution - note de calcul
- Couverture bac acier - fiche technique des bacs - plan de calepinage des bacs

TOITURE TERRASSE ETANCHEE

- Matériaux : nomenclature des complexes d'étanchéité, avec leur classement FIT (si applicable)
- Matériaux : complexe d'étanchéité : Avis Techniques, ETN, cahier des charges, fiches techniques (si traditionnel), classement ACERMI isolant
- Matériaux : protection du complexe : fiches techniques des dalles sur plots béton / céramique, platelage bois, végétalisation.
- Plan de localisation des DEP et trop pleins (type de naissance, diamètre, surfaces collectées)
- Détails d'exécution : partie courante, points singuliers (relevés, joints de dilatation, émergences, rives, naissances EP, etc.)
- Réseaux siphoniques : Avis Technique du procédé, études de conception du fabricant, charges amenées par l'installation
- Réseaux siphoniques : attestation de conformité de l'installation (émanant du titulaire de l'ATEC)

MENUISERIE - VITRAGE

- Plan d'exécution - élévation - détails liaison gros oeuvre - plan de repérage par façade - coupe sur appui, linteau, tableau - position bouche entrée d'air VMC
- Procès verbal classement A.E.V.
- Certificat CEKAL
- Certificat SNJF du joint d'étanchéité
- Avis technique du CSTB
- Détail appui de baie du gros oeuvre

GARDE CORPS

- Plan d'exécution
- Justification résistance aux chocs
- Certificat de galvanisation
- Fiche technique des chevilles

SECURITE INCENDIE

Généralités

- Attestations d'auto-contrôle

Structures

- Tresses pour joints de dilatation : PV de résistance au feu

Cloisons et plafonds

- Plafonds coupe-feu : PV de résistance au feu 1 heure

- Cloisons coupe-feu : PV de résistance au feu 1 heure

Portes

- Portes simple vantail : PV de résistance au feu ½ heure

Aménagements

- Sols souples plastiques : PV de réaction au feu
- Lambris muraux en bois vernis : PV de réaction au feu
- Faux-plafonds suspendus : PV de réaction au feu
- Isolant non protégé (cf. Guide d'emploi des isolants combustibles) : PV de réaction au feu
- Eléments de gros mobilier : PV de réaction au feu

Chauffage / climatisation / ventilation

- Appareil de Chauffage / Climatisation / Ventilation : PV ou Déclaration de conformité (Marquage CE)
- Conduit de ventilation : PV de réaction au feu (sauf acier)
- Correction acoustique conduit : PV de réaction au feu

Gaz

- Gaz : certificat de conformité gaz

SSI

- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des déclencheurs manuels
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des diffuseurs sonores
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des diffuseurs visuels (flashes)
- Alarme incendie : PV d'essais fonctionnels
- Alarme incendie : PV de mise en service

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)
- Solidité des existants
- Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

AF	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
AS	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
AD	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
SO	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
PM	POUR MEMOIRE
HM	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	HYPOTHESES GENERALES		
	Référentiel de calcul applicable		
	Vent	PM	
	Neige	PM	
	Charges d'exploitation	AF	
	CONTEXTE GEOTECHNIQUE		
	Moyens de l'étude géotechnique		
	Mission confiée au géotechnicien	AF	
	Investigations géotechniques in situ ou en laboratoire	AF	
	Contexte géotechnique		
	Stratigraphie générale	AF	
	Hydrogéologie		
	- Niveaux de la nappe phréatique	AF	
	- Circulations d'eaux	PM	
	TERRASSEMENTS	AF	
	SOUTENEMENTS DEFINITIFS	AF	
	VOIRIES	AF	
	Nature et tenue de la couche de roulement	HM	
	RESEAUX EXTERIEURS AU BATIMENT	AF	
	DALLAGES	AF	dallage porté pour le sas créé
	FONDATIONS		
	Principe constructif général		
	Eléments constitutifs du système de fondations	AF	
	Mode de fondation adapté au contexte géotechnique et aux charges	AF	
	Dispositions particulières		
	Pré-étude structure et descente de charges sur fondations	AF	
	Fondations superficielles ou semi profondes	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	GESTION DES EAUX SOUTERRAINES		
	Dispositions constructives générales Principe de protection contre les eaux souterraines	AF	
	Dispositions particulières		Pour les procédés de cuvelage selon le DTU 14.1 : voir chapitre Infrastructures en béton ci-après.
	Drainage	AF	
	Rabattement définitif de la nappe phréatique		
	Etanchéité des parois d'infrastructure	AF	contre cloison ventilée pour les locaux enterrés existants
	CONSTRUCTION EN BOIS		
	MATERIAU BOIS		
	Matériaux bois relevant de techniques courantes	AF	
	Maîtrise du risque sur les caractéristiques (caractéristiques mécaniques, humidité)	AF	
	Durabilité des bois - traitement	AF	
	CONSTRUCTION A OSSATURE BOIS		
	Principe constructif général	AF	
	Dispositions constructives particulières		
	Interfaces avec le gros-œuvre	AF	
	Comportement hygrothermique de la paroi en façade	AF	
	Barrières à l'eau et à la vapeur		
	Pare-pluie	AF	
	Pare-vapeur	AF	
	Façades ossature bois (FOB)	AF	
	Intégration des menuiseries	AF	
	CHARPENTE METALLIQUE ou MIXTE		
	Principe constructif général et stabilité		
	Éléments constitutifs de charpente	AF	
	Mode constructif courant adapté à l'usage et au contexte de l'ouvrage	AF	
	Dispositions particulières		
	Note d'hypothèses ou de calculs	PM	à détailler au stade exécution
	Dispositions constructives particulières		
	- Joints de dilatation	SO	
	- Risques d'instabilité	PM	à détailler au stade exécution
	INTERFACES STRUCTURALES		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Dispositions constructives générales Interfaces courantes charpentes / gros œuvre ou charpente métallique / charpente bois.	PM	à détailler au stade exécution
	Dispositions particulières Ancrages - Choix Préscllements / Chevilles / Tiges traversantes - Type de cheville	PM PM	à détailler au stade exécution à détailler au stade exécution
	COUVERTURE / ZINGUERIE		
	COUVERTURE EN CLIMAT DE PLAINE (altitude <900 mètres)		
	Principe constructif général Eléments constitutifs de la couverture adaptés à la toiture Hygrométrie des locaux compatible avec la toiture Respect du fonctionnement en toiture froide ou en toiture chaude	AF AF AF	Sas d'entrée : la pente sera de 7%
	Dispositions constructives particulières Solidité des éléments de couverture Toiture froide : dispositions de ventilations Toiture chaude : dispositifs empêchant les entrées d'air froid Traitement des points singuliers	AF PM SO PM	à détailler au stade exécution à détailler au stade exécution
	EVACUATION DES EAUX PLUVIALES		
	Dispositions constructives	PM	à détailler au stade exécution
	TOITURE TERRASSE ETANCHEE		
	TOITURE TERRASSE ETANCHEE EN CLIMAT DE PLAINE (altitude <900 m)		
	Principe constructif général Elément porteur adapté à la destination Pente minimale adaptée à la destination Hygrométrie des locaux compatible avec la toiture Risque de condensation	AF AF PM PM	Il est indiqué que les terrasses étanchées existantes sont sans isolation. Ce point sera à vérifier lors de la dépose. Si une isolation existe, le nouveau complexe devra également être prévu avec une isolation.
	Dispositions constructives particulières Evacuation : nombre et section des entrées d'eau pluviale (EEP) Traitement de points singuliers Protection du complexe	AF AF AF	
	FACADES ET PIGNONS		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	BARDAGES, VETURES, VETAGE (avec lame d'air ventilée)	AF	
	MENUISERIE - FAÇADE VITRÉE - VITRAGE		
	MENUISERIES EXTERIEURES		
	Principe constructif général		
	Compatibilité du choix de menuiseries avec l'environnement	AF	
	Remplissages	AF	
	Dispositions constructives particulières		
	Dimensions des châssis	AF	
	Intégration dans les baies	AF	
	Justification du vitrage	PM	
	GARDE-CORPS		
	Résistance des fixations	PM	à détailler au stade exécution
	ETANCHEITE DE PLANCHERS INTERMEDIAIRES		zone patageoire
	Principe constructif général		
	Etanchéité des locaux intérieurs	AF	
	Adaptation du support et du procédé	AF	

VIII.2 - Solidité des existants

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Renseignements sur les existants <ul style="list-style-type: none"> - Nature des existants (présence de sous-sol, hauteur, structure porteuse, ...) - Plans de récolement - Désordres visibles (examen visuel, constat d'huissier, référé préventif,...) - Existence d'un diagnostic du bâtiment, avec analyse des fondations et structures dans le cas de modification des hypothèses de charge initiale. 	AF PM PM	
	Analyse critique de l'étude géotechnique <ul style="list-style-type: none"> - Sondages visuels sur les fondations des existants - Type de fondation - Charges supplémentaires admissibles - Estimation des tassements sous charges supplémentaires 	 PM SO SO	
	Ouvrages de structure <ul style="list-style-type: none"> - Compatibilité des ouvrages avec les surcharges apportées aux : <ul style="list-style-type: none"> - Fondations - Porteurs verticaux - Dalles, poutres - Remplacements des structures porteuses (chaînages) - Contreventement et maintien des éléments (façade, ouverture de baie...) 	 AF AF AF AF AF	
	Clos - couvert (compatibilité avec les ouvrages rapportés) <ul style="list-style-type: none"> - Etanchéité des terrasses (loggia) (durée prévisionnelle d'usage) - Etanchéité des parois en cas d'aménagement de locaux enterrés existants - Menuiseries (durée prévisionnelle d'usage) 	AF AF AF	refaites à neuf contre cloison ventilée en intérieur refaites à neuf

VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant

o Code de la construction et de l'habitation - articles L161-1 à L164-3, R164-1 à R164-5

Modifiés par

o Décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le Code de la construction et de l'habitation.

o Décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la construction et de l'habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme,

o Décret n° 2009-500 du 30 avril 2009 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et des bâtiments à usage d'habitation,

o Arrêt du conseil d'état n°295382 et n°298315 du 21 juillet 2009.

o Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables

o Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-3 du Code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.

o Arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant, des installations existantes ouvertes au public ainsi que des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction

o Arrêté du 27 février 2019 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

Commentaire général :

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis portés à leur sujet sont donc à considérer comme présomptions de respect ou non-respect, établis selon la propre appréciation des dispositions constatées et ne préjugant pas d'interprétations contraires. La responsabilité de la société Bureau Alpes Contrôles sur ces points ne pourra donc pas être engagée.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Code de la construction et de l'habitation Livre I, Titre VI, Chapitre IV - Etablissements recevant du public existants	PM	
R164-1-I	Domaine d'application du présent chapitre	PM	Applicable aux ERP existants ou créés dans un cadre bâti existant et aux installations ouvertes au public existantes
R164-1-II & III	Dispositions applicables ou solutions équivalentes	PM	Arrêté du 08/12/14 modifié –voir articles ci-dessous
R164-2-I	Travaux de modification ou d'extension dans ERP existants ou créés dans cadre bâti existant et IOP existantes : - a) à l'intérieur de volume ou surfaces existantes - b) construction de surfaces ou de volumes nouveaux à l'intérieur d'un cadre bâti existant	AF AF	Maintien à minima des conditions d'accessibilité existantes Voir R164-1et arrêté du 08/12/14 modifié ci-dessous
R-164-2-II	Obligations pour les ERP existants ou créés dans cadre bâti existant, autres que ceux de 5ème catégorie : Obligation de mise en accessibilité selon R111-19-7 III Travaux d'accessibilité en cours à la date de parution de l'arrêté du 08/12/14 (JO du 13/12/14) Modifications ou renouvellement d'équipements	PM	Arrêté du 08/12/14 modifié Application des articles 2 à 19 de l'arrêté du 01/08/06 avec possibilités de modalités particulières d'application selon les articles 3 à 11 de l'arrêté du 21 mars 2007 Arrêté du 08/12/14 modifié
R-164-2-III	Obligations pour les ERP existants ou créés dans un cadre bâti de 5ème catégorie et IOP existantes Obligation de fournir l'ensemble des prestations en vue desquelles l'établissement ou l'installation est conçu Modifications dans des parties de bâtiments accessibles Modifications dans des parties non accessibles aux usagers fauteuils roulants (UFR)	PM	Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié limité aux autres handicaps
R-164-2-IV	Application particulière : Réseaux souterrains de transports ferroviaires et de transports guidés	PM	Concerne le Maître d'ouvrage
R-164-3-I	Dérogation en cas de : impossibilité technique contraintes liées au patrimoine architectural disproportion manifeste Coût ou nature des travaux Rupture chaîne du déplacement refus des copropriétaires	PM	Seuils financiers définis par arrêté à paraître
R-164-3-II	Etablissement remplissant une mission de service public : mesure de substitution obligatoire	PM	
R-164-3-III	Modalités de dépôt et justifications à produire	HM	Selon arrêté à paraître
Art. R164-4	I- Conditions techniques d'application des articles R164-1 à R164-3 définies par arrêté II- Caractéristiques spécifiques pour certains établissements (Enceintes sportives ; Etablissements avec prestation visuelle ou sonore)	PM PM	Voir Arrêté du 08/12/14 modifié Arrêtés non parus
Art. R164-5	Règles particulières à certains établissements (Etablissements pénitentiaires ; militaires ; Centres de rétention administrative et locaux de garde à vue ; Chapiteaux tentes et structures gonflables ou non ; Etablissements flottants)	PM	Etablissements pénitentiaires : Arrêté du 29/12/2016 Autres établissements : Arrêté non paru
Art. 1	Arrête du 08/12/2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-4 du Code de la construction et de l'habitation. Les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes, avec ou sans travaux, satisfont aux obligations définies aux articles 2 à 19 Des solutions d'effet équivalent peuvent être mises en oeuvre Conditions de dépôt et d'obtention d'une solution d'effet équivalent Dispositions des articles 5 à 19 concernant : - les espaces de manoeuvre avec possibilité de demi-tour - les espace de manoeuvre de porte - les espace d'usage des équipements - la distance minimale entre la poignée de porte et l'angle rentrant Ne s'appliquent pas dans les étages et niveaux non accessibles aux fauteuils roulants	PM SO PM PM	A la charge du MOA

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 2	Dispositions relatives aux cheminements extérieurs	AF	
Art. 3	Dispositions relatives au stationnement automobile	AF	
Art.4	Dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation	AF	
Art. 5	Dispositions relatives à l'accueil du public	AF	
Art. 6	Dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales	AF	
Art. 7	Dispositions relatives aux circulations intérieures verticales	SO	le public n'a pas accès à l'étage.
Art.8	Dispositions relatives aux tapis roulants, escaliers mécaniques et plans inclinés	SO	
Art.9	Dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds des parties communes		
	I. - Usage attendu		
	Revêtements de sol sûrs et permettant une circulation aisée	AF	
	Absence de gêne visuelle ou sonore	AF	
	II. - Caractéristiques minimales		
	Tapis compatibles avec la circulation de fauteuils roulants et sans ressaut de plus de 2 cm	AF	
	Respect des exigences réglementaires concernant les temps de réverbération et les surfaces équivalentes de matériaux absorbants (établissements d'enseignement, établissements de santé, hôtels)	AF	
	En l'absence d'autres prescriptions réglementaires, aire d'absorption équivalente d'au moins 25% de la surface au sol pour les espaces réservés à l'accueil et à l'attente du public, les salles de restauration	AF	
Art.10	Dispositions relatives aux portes, portiques et sas	AF	
Art. 11	Dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande.	AF	
Art. 12	Dispositions relatives aux sanitaires	AF	
Art. 13	Dispositions relatives aux sorties	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 14	Dispositions relatives à l'éclairage	AF	Article 16 à 19 Etablissements d'hébergements hôteliers, hôpitaux, internats, maisons de retraite...
Art. 15	Dispositions supplémentaires applicables à certains types d'établissement	PM	
Art. 16	Dispositions supplémentaires relatives aux établissements recevant du public assis	SO	
Art. 17	Dispositions supplémentaires relatives aux établissements comportant des locaux d'hébergement	SO	
Art. 18	Dispositions supplémentaires relatives aux cabines et espaces à usage individuel	SO	
Art. 19	Dispositions supplémentaires relatives aux caisses de paiement et aux dispositifs disposés en batterie ou en série	SO	
Art. 20	Sous-titrage en français	SO	
Art. 21	Abrogation de l'arrêté du 21/03/2007	PM	
Art. 22	Date d'application : 1er janvier 2015	PM	
Art. 23	Publication au journal officiel	PM	

VIII.4 - Classement et référentiel

Présentation de l'établissement :

Il s'agit de la réhabilitation du bâtiment existant.

Description sommaire des installations :

- Equipement d'alarme : type 3
- Ventilation : ventilation de confort
- Chauffage : plancher chauffant électrique pour l'atelier

Date d'application du référentiel réglementaire : 15/04/2024

Classement :

Détermination des effectifs théoriques du public :

Effectif du public : 60 personnes

Effectif du personnel : 30 personnes

Effectif public + personnel : 90 personnes

5ème catégorie de type U

PV de commission de sécurité justifiant le classement :

POPP/EG/NA - n°2024 - 556930 en date du 22/05/2024

Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Règlement de sécurité approuvé par l'arrêté du 22 juin 1990 : dispositions particulières applicables aux ERP de 5ème catégorie.
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :

voir le rapport précité

Autres prescriptions particulières :

à nous transmettre

VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public		Arrêté du 25/06/1980 modifié par arrêté du 09/08/2023 et précédents.
	Section I - Classement des Etablissements		
GN 1	Classement des établissements.	PM	Cf « Classement et référentiel »
GN 2	Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux.	SO	
GN 3	Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux.	SO	
	Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement		
GN 4	Procédure d'adaptation des règles de sécurité.	PM	A respecter par l'exploitant.
GN 5	Etablissement comportant des locaux de types différents.	PM	
GN 6	Utilisation exceptionnelle des locaux.	HM	
GN 7	Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur.	SO	
GN 8	Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation.	AF	
GN 9	Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants.	SO	
GN 10	Application du règlement aux établissements existants.	PM	
	Section III - Contrôle des Etablissements		
GN 11	Notification des décisions.	PM	
GN 12	Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction.	AF	
	Section IV - Travaux		
GN 13	Travaux dangereux.	HM	A respecter par l'exploitant.
	Section V - Normalisation		
GN 14	Conformité aux normes - Essais de laboratoires.		voir le rapport spécifique aux installations électriques
GN 14	Matériels des dispositions générales, désenfumage, moyens de secours hors SSI	AF	
GN 14	Matériels du SSI	AF	
GN 14	Matériels électriques		
GN 14	Matériels de chauffage, ventilation, gaz, cuisson	AF	
GN 14	Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants.	SO	
	Livre III Dispositions Applicables aux Etablissements de 5ème Catégorie		Arrêté du 22/06/1990 modifié par arrêté du 09/08/2023 et précédents.
	Chapitre 1 - Dispositions Générales		
PE 1	Objet - Textes applicables	PM	
PE 2	Etablissements assujettis	PM	
PE 3	Calcul de l'effectif	PM	
PE 4	Vérifications techniques	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Chapitre 2 - Règles Techniques			
Section I - Construction, Dégagements, Gaines			
PE 5	Structures	HM	existant - non modifié par les travaux
PE 6	Isolement - Parc de stationnement	HM	existant - non modifié par les travaux
PE 7	Accès des secours	HM	existant - non modifié par les travaux
PE 8	Enfouissement	SO	
PE 9	Locaux présentant des risques particuliers		
PE 9§1	Isolement des locaux présentant des risques particuliers	AF	Local ménage au RDC inférieur : confirmation de l'économiste qu'un joint coupe-feu 1 heure sera prévu dans le joint de dilatation existant.
PE9§2	Isolement des locaux de stockage de butane et de propane commerciaux	SO	
PE9§2	Ventilation des locaux de stockage de butane et de propane commerciaux	SO	
PE 10A	A - Stockage et utilisation de récipients contenant des hydrocarbures	SO	
PE 10B §1	B - Installations de gaz combustibles (Application règle habitation)	AF	pour mémoire, il s'agit de la modification de l'arrivée du gaz en chaufferie suite à la modification de la porte d'accès du local
PE 10B §2	B - Installations de gaz combustibles (application règle ERP)	SO	
PE 11	Dégagements		
PE11 §1	Généralités	AF	
PE11 §2	Portes	PM	voir PU4§1
PE11 §3	Calcul des dégagements	AF	
PE11 §4	Communication avec les tiers	SO	
PE11 §5	Prise en compte de l'effectif "personnel"	AF	
PE11 §6	Escaliers encloués	SO	
PE 12	Conduits et gaines	AF	
Section II - Aménagements Intérieurs			
PE 13 §1	Comportement au feu des matériaux		voir articles AM
PE 13 §2	Appareils fonctionnant à l'éthanol	SO	
Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier			
AM 1	Généralités.	PM	
Section I – Produits et Matériaux de Parois			
AM 2	Produits et matériaux de parois.	PM	
AM 3	Parois des dégagements protégés.	SO	
AM 4	Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux.	AF	
AM 5	Plafonds des dégagements non protégés et des locaux.	AF	
AM 6	Parties transparentes ou translucides incorporées dans les plafonds suspendus ou tendus des dégagements non protégés et des locaux.	SO	
AM 7	Sols des dégagements non protégés et des locaux.	AF	
AM 8	Produits d'isolation.	AF	
Section II - Eléments de Décoration			
AM 9	Revêtements muraux tendus et éléments de décoration en relief fixés à l'intérieur des locaux ou dégagements	SO	
AM 10	Eléments de décoration flottants à l'intérieur des locaux et dégagements.	SO	
Section III - Tentures, Portières, Rideaux, Voilages, Cloisons coulissantes ou repliables			
AM 11	Tentures et rideaux disposés en travers des dégagements.	SO	
AM 12	Tentures et rideaux disposés dans les locaux et dégagements.	SO	
AM 13	Rideaux de scènes et d'estrades.	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
AM 14	Cloisons coulissantes ou repliables.	AF	
	Section IV - Gros Mobilier, Agencement Principal, Planchers Légers Surélevés		
AM 15	Principe général.	PM	
AM 16	Gros mobilier, agencement principal.	AF	
AM 17	Planchers légers surélevés.	SO	
AM 18	Rangées de sièges.	SO	
AM 19	Arbres de Noël et décorations florales.	PM	A respecter par l'exploitant
AM 20	Appareils fonctionnant à l'éthanol	SO	
PE 14 - PE14§3	Section III - Désenfumage	HM	existant - non modifié par les travaux
PE 15 - PE 19	Section IV - Installations d'appareils de Cuisson destinés à la restauration	HM	appareils prévus < 20kw
	Section V - Chauffage, Ventilation		
PE 20§1	Généralités (Application PE21 à 23)	PM	
PE 20§2	Généralités (Application ERP 1er groupe)	SO	
PE 21 §1,2,4	Installations d'appareils à combustion (Fonctionnant au gaz)	HM	existant - non modifié par les travaux
PE 21 §1,2,4	Installations d'appareils à combustion (autres combustibles)	SO	
PE 21 §3	Appareils à production - émission électriques	SO	
PE 21 §3	Appareils à production - émission à combustion	SO	
PE 22	Traitement d'air et ventilation	AF	
PE 23 §1,2,3,5 - PE 23§4	Installation de ventilation mécanique contrôlée	SO	
	Section VI - Installations Electriques		
PE 24	Installations électriques, éclairage		L'examen relatif aux installations électriques fera l'objet d'un rapport spécifique.
PE 25 - PE 25§6	Section VII - Ascenseurs, Escaliers Mécaniques et Trottoirs Roulants	SO	
	Section VIII - Moyens de Secours		
PE 26	Moyens d'extinction		
PE 26§1	Extincteurs	HM	hors marché de travaux
PE 26§2	Colonnes sèches	SO	
PE 27	Alarme, alerte, consignes		
PE 27§1	Présence du personnel	HM	
PE 27§2	Alarme	AF	
PE 27§3	Téléphone	HM	hors marché de travaux
PE27§4	Consignes	HM	hors marché de travaux
PE27§5	Instruction du personnel	HM	A respecter par l'exploitant
PE27§6	Affichage des plans	HM	hors marché de travaux
PE 28 - PE 37	Chapitre 3 - Règles Complémentaires pour les Etablissements comportant des Locaux réservés au sommeil	SO	
PO 1 - PO 13	Chapitre 4 - Règles Spécifiques aux Hôtels	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Chapitre 5 - Règles Spécifiques aux Etablissements de soins		
PU 1	Généralités	PM	
PU 2	Structures	SO	
PU 3	Escaliers	SO	
PU 4	Fonctionnement des portes	AF	
PU 5	Conditions d'installation des gaz médicaux	SO	
PU 6	Détection automatique d'incendie et système d'alarme	SO	
	Chapitre 6 - Règles Spécifiques aux Etablissements sportifs		
	Textes applicables	PM	Voir dispositions particulières du type X
	Les dispositions techniques des articles visant les établissements sportifs de la 4ème catégorie sont applicables aux établissements de 5ème catégorie.		

VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps et éléments de protection ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Sécurité des occupants		
CCH L134-12	Implantation et caractéristiques des garde-corps		
	Implantation		
	- Aux abords du bâtiment	AF	
	- En façade : allèges de baies, balcons, terrasses	AF	
	- Dans les cages d'escaliers , circulations, zones publiques	PM	existant
	- Choix du mode de protection dans les lieux accessibles uniquement au personnel d'entretien, de maintenance, ou d'exploitation	HM	Le choix du mode de sécurisation vis à vis des risques de chutes des toitures, terrasses, équipements de process et autres emplacements techniques ne relève pas de la mission de contrôle technique.
NF P01-012 - 1988	Dimensions des garde-corps conformes à la NF P01-012		
	- Hauteur de protection normale	AF	
	- Hauteur de protection réduite avec appui précaire	PM	
	- Eléments permettant l'agenouillement	PM	à respecter lors de la pose des radiateurs - précision à approuver à l'exécution
	- Espacement entre éléments de remplissage	AF	
NF P01-012-2024	Caractéristiques des éléments de protection	SO	Le champ visé est celui des chutes accidentelles dans le cadre d'un usage normal
P01-013	Résistance aux chocs de sécurité		
	Résistance conventionnelle ou vérifiée par essais	AF	
DTU 39-P5	Vitrerie-Miroiterie : caractéristiques de sécurité		
Chapitre 4	Protection contre les chutes		
	- Façades : allèges et parois vitrées	AF	
	- Garde-corps	SO	
Chapitre 5	Risque de blessure en cas de heurt		
	- Caractéristiques des portes, portes fenêtres, et parties attenantes, impostes	AF	
	- Visualisation	AF	
	- Traitement des bords libres accessibles	SO	
	- Cas particulier : séparation des balcons	SO	
	- Cas particulier des établissements scolaires	SO	
	- Cas particulier des établissements sportifs couverts	SO	
Chapitre 6	Risque de blessure en cas de chute de morceaux de verre		
	Ouvrages inclinés	SO	
	Réceptacle au droit des passages traversants	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Chapitre 7	Vitrages situés en zone sismique	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission PS si celle-ci nous a été confiée
Chapitre 7	Vitrages exposés aux risques de cyclones	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission RNT si celle-ci nous a été confiée et vise ce risque.
PPRN	Vitrages exposés aux risques d'avalanches	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission RNT si celle-ci nous a été confiée et vise ce risque.
	CODE DU TRAVAIL		Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
	Livre II		
	Titre I		
	Chapitre IV		
	SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL		
	Section I Caractéristiques des bâtiments		
R4214-5	Les ouvrants en élévation ou en toiture	AF	
R4214-6	Parois transparentes ou translucides	AF	
R4214-7	Dimensions et caractéristiques des portes et des portails - Application des articles R4224-9 à 13		
R4224-9	Portes et portails en va-et-vient sont transparents ou possèdent des panneaux transparents	SO	
R4224-10	Protection contre les heurts pour parties vitrées	AF	
R4224-11	Système de sécurité sur portes et portails : coulissants les empêchant de sortir de leur rail et de tomber s'ouvrant vers le haut les empêchant de retomber	SO	
R4224-12	Contrôle régulier des portes et portails	HM	
R4224-13	Fonctionnement des portes et portails sans risque pour les travailleurs- application arrêté du 21/12/93	SO	
R4214-8	Dispositifs de sécurité des portes et des portails	SO	
	Section 2 Voies de circulation et accès		
R4214-9	Généralités implantation et dimension des voies de circulation, y compris escaliers et échelles fixes	HM	
R4214-10	Sécurité d'utilisation des portes et dégagements piétons par rapport aux voies de circulation véhicules	HM	
R4214-11	Marquage au sol des voies de circulation si nécessaire	HM	
R4214-12	Portes pour piétons à proximité des portails destinés aux véhicules	HM	
R4214-13	Domaine d'application des articles R4214-9 à R4214-12	HM	
R4214-14	Signalisation des zones de danger	HM	
R4214-15	Dispositions générales relatives aux escaliers, trottoirs roulants, ascenseurs et monte-charge	SO	
R4214-16	dispositifs d'arrêt d'urgence pour escaliers et trottoirs roulants	SO	
R4214-17	Circulation et postes de travail à l'air libre	HM	
R4214-18 - R4214-21	Section 3 : Quais et rampes de déchargement	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4214-22 à 25	Section 4 : Aménagement des lieux et postes de travail	HM	
R4214-26 à 28	Section 5 : Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés	HM	Voir mission spécifique
	Chapitre V		
	INSTALLATIONS ELECTRIQUES		L'examen relatif aux installations électriques fera l'objet d'un rapport spécifique. Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010
R4215-1	Conception/réalisation eu égard aux chocs électriques – contacts directs ou indirects – risques de brûlures – d'incendie ou d'explosion.	PM	
R4215-2	Dossier Technique	PM	Rappel des documents devant être intégrés au dossier technique de l'établissement : - plan des locaux à risques particuliers/BE2-BE3 plus particulièrement. - plan à l'échelle, de l'implantation des prises de terre et réseaux enterrés. - cahier des clauses techniques - schéma de principe (avec synoptique si nécessaire – carnet de câbles – notes de calculs) - éléments caractéristiques de l'appareillage.
R4215-3	Protection contre les risques de contacts directs et tensions de contacts dangereux.		
R4215-4	Protection contre les montées en potentiel des masses		
R4215-5	Elimination des risques liés à l'élévation normale de température des matériels électriques.		
R4215-6	Protection surintensité des matériels électriques – Protection des matériels contenant un diélectrique liquide inflammable ou des transformateurs type sec.		
R4215-7	Dispositifs de sectionnement.		
R4215-8	Dispositif de coupure d'urgence (en cas de choc électrique, d'incendie, d'explosion)		
R4215-9	Mise en oeuvre des canalisations électriques.		
R4215-10	Identification appareillage et circuits (dont conducteurs)		
R4215-11	Adaptation des matériels à l'environnement et à la tension		
R4215-12	Conception/réalisation des installations dans les locaux ou emplacement à risques incendie ou d'explosion.		
R4215-13	Locaux ou emplacements de service électrique (production – conversion – distribution de l'électricité)		
R4215-14	Conformité des installations électriques aux normes homologuées.		
R4215-15	Installations électriques répondant aux normes mentionnées en R 4215-14 réputées répondre au présent décret.		
R4215-16	Conformité des matériels (de séparation, de protection surintensité et contre les chocs électriques) aux Normes Françaises homologuées ou aux spécifications techniques d'un Etat membre de l'UE ou de l'Espace Economique Européen.		
R4215-17	Installations d'éclairage de sécurité : conformité à l'arrêté du 14 décembre 2011 (suivant article R 4227-14)		
	CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation		
	Section 1 Dispositions générales		
R4216-1	Etablissements visés par la présente section	PM	
R4216-2	Dispositions générales : Evacuation, accès des secours, limitation propagation		(Décret n°2011-1461 du 07/11/2011)
R4216-2.1	Espaces d'attente sécurisés ou espaces équivalents pour évacuation différée	SO	
R4216-2.2	Caractéristiques des espaces équivalents	SO	
R4216-2.3	Exemption des espaces d'attente sécurisés ou de locaux équivalents	AF	
R4216-3	Isolement des Tiers	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4216-4	Détermination de l'effectif	PM	dégagement accessoire existant par terrasse extérieure au RDC supérieur
Section 2 Dégagements			
R4216-5	Largeur des dégagements.	AF	
R4216-6	Application des articles R4227-4 à 14 à l'exception de R4227-5 et R4227-12		
R4227-4	Dispositions générales absence de cul de sac	AF	
R4227-6	Manoeuvre des portes	AF	
R4227-7	Portes coulissantes, à tambour et s'ouvrant vers le haut	SO	
R4227-8	Ascenseurs, monte-charge, chemins et tapis roulants non comptabilisés dans les dégagements	SO	
R4227-9	Conception escaliers	HM	
R4227-10	Sécurité d'utilisation des escaliers	HM	
R4227-11	Dissociation escaliers Etages / sous-sols	SO	
R4227-13	Signalisation des issues	AF	
R4227-14	Eclairage de sécurité	AF	
R4216-7	Saillies et dépôts	PM	
R4216-8	Nombre et largeur exigible des dégagements	AF	
R4216-9	Dégagements des locaux situés en sous-sol.	SO	
R4216-10	Locaux situés à plus de 6 m en dessous du niveau moyen des seuils d'évacuation	SO	
R4216-11	Distances maximales des itinéraires de dégagements	HM	
R4216-12	Dispositions relatives aux escaliers	HM	
R4216-13 - R4216-16	Section 3 Désenfumage	HM	
Section 4 Chauffage des Locaux			
R4216-17	Application des articles R4227-16 et R4227-18 à 20 et réglementation particulière : Installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude Installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés Stockage et utilisation des produits pétroliers		
R4227-16	Combustibles liquides	SO	
R4227-18	Installations des appareils	HM	
R4227-19	Alimentation des appareils	HM	
R4227-20	Arrêt d'urgence de l'alimentation en énergie	AF	
R4216-18	Règles propres aux bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public applicables « s'il y a lieu ». Dispositions prises pour ne pas aggraver les risques inhérents aux activités du bâtiment	HM	
R4216-19	Générateurs d'air chaud et conduits de distribution	SO	
R4216-20	Usage de la brasure tendre	SO	
R4216-21-1 - R4216-23	Section 5 Stockage ou Manipulation de matières inflammables	SO	
R4216-24 - R4216-29	Section 6 - Bâtiments dont le plancher bas du dernier étage est situé à plus de 8 mètres du sol	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Section 7 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie		
R4216-30	Application des articles R4227-28 à R4227-41		
R4227-28	Responsabilité employeur	PM	
R4227-29	Extincteurs	HM	hors marché de travaux
R4227-30	RIA, colonne sèche, colonne humide, installation fixe d'extinction automatique, installation de détection automatique si nécessaire	SO	
R4227-31	Accès et manipulation faciles	SO	
R4227-32	Bac avec sable ou terre meuble selon nécessité	SO	
R4227-33	Signalisation des moyens d'extinction	HM	hors marché de travaux
R4227-34	Système d'alarme sonore si plus de 50 personnes ou établissements avec manipulation ou mise en oeuvre de matières inflammables (R4227-22)	AF	Pour mémoire, un système d'alarme adapté au handicap des personnes concernées employées dans l'entreprise est à prévoir Décret 2009-1272 du 21/10/09
R4227-35	Diffusion par bâtiment si les bâtiments sont isolés entre eux	SO	
R4227-36	Caractéristiques de l'alarme sonore (Audibilité, durée de 5 mn, pas de confusion avec autre signal sonore)	AF	
R4227-37	Règles d'implantation des consignes de sécurité	HM	hors marché de travaux
R4227-38	Contenu des consignes de sécurité	HM	
R4227-39	Essais et visites périodiques (Tous les 6 mois au moins)	HM	A la charge de l'employeur
R4227-40	Transmission consigne de sécurité à l'inspection du travail	HM	
R4227-41	Arrêtés spécifiques	PM	
	Section 8 – Prévention des explosions		
R4216-31	Dispositions relatives à la prévention des explosions	HM	
	Section 9 – Dispenses de l'autorité administrative		
R4216-32	Modalités pour obtention de dispenses	PM	
R4216-33	Enquête de l'inspecteur du travail	PM	
R4216-34	Délai de réponse suite à recours	PM	
Arrêté du 23/06/19 78	Installations de Chauffage		
	Installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public	AF	Il est rappelé que la mission SEI ne porte pas sur les articles relatifs à la prévention du risque lié à la présence de légionnelles ou autres germes pathogènes. Modification de l'accès à la chaufferie.
Arrêté du 21/03/19 68	Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquides	SO	
Arrêté du 01/07/20 04	Installations de Stockage Produits pétroliers	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Arrêté du 30/07/19 79	Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquéfiés	SO	
Arrêté du 23/02/20 18	Installations de Gaz		modification de la porte d'accès à la chaufferie - modification de l'arrivée du gaz - modification de la coupure gaz
	Règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes	PM	
	Organe de coupure	AF	
	Alimentation en gaz	AF	
	Ventilation des locaux	HM	existant - non modifié par les travaux
	Évacuation des produits de combustion	HM	existant - non modifié par les travaux